

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 153bis, alinéa 1er, 2^e, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, inséré par l'arrêté royal du 29 décembre 1984, est remplacé par la disposition suivante :

« 2^e a bénéficié d'allocations de chômage pendant au moins 624 jours au cours des 48 mois qui précédent cette demande, dans un régime de chômage complet prévoyant des allocations pour tous les jours de la semaine; les journées qui, au cours de ces 48 mois, ont donné lieu au paiement d'une indemnité par application des dispositions légales ou réglementaires concernant l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, sont prises en considération pour le calcul de ces 624 jours; ».

Art. 2. L'article 155, alinéa 1er, 2^e, du même arrêté royal, inséré par l'arrêté royal du 29 décembre 1984, est remplacé par la disposition suivante :

« 2^e a bénéficié d'allocations de chômage pendant au moins 624 jours au cours des 48 mois qui précédent cette demande, dans un régime de chômage complet prévoyant des allocations pour tous les jours de la semaine; les journées qui, au cours de ces 48 mois, ont donné lieu au paiement d'une indemnité par application des dispositions légales ou réglementaires concernant l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, sont prises en considération pour le calcul de ces 624 jours; ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mai 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

F. 85 — 1056

**4 JUIN 1985. — Arrêté royal
modifiant l'article 143 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963
relatif à l'emploi et au chômage (1)**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier et 10 octobre 1967, l'arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978 et les lois des 24 décembre 1979 et 22 janvier 1985;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, notamment l'article 143, modifié par les arrêtés royaux des 24 octobre 1967, 6 octobre 1978, 11 décembre 1979 et 24 décembre 1980;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 10 mai 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en application de l'article 143 précité, l'exclusion ou la limitation du droit aux allocations de chômage n'est actuellement possible que pour une durée indéterminée; qu'il est équitable

(1) Voir note à la page suivante.

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 153bis, eerste lid, 2^e, van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 29 december 1984, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 2^e in de loop van de 48 maanden vóór deze aanvraag gedurende ten minste 624 dagen werkloosheidsuitkeringen heeft genoten in een regime van volledige werkloosheid met uitkeringen voor alle dagen van de week; de dagen die tijdens deze 48 maanden aanleiding hebben gegeven tot betaling van een uitkering in toepassing van de wets- of reglementsbeperkingen inzake verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit, worden in aanmerking genomen voor de berekening van deze 624 dagen; ».

Art. 2. Artikel 155, eerste lid, 2^e, van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 29 december 1984, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 2^e in de loop van de 48 maanden vóór deze aanvraag gedurende ten minste 624 dagen werkloosheidsuitkeringen heeft genoten in een regime van volledige werkloosheid met uitkeringen voor alle dagen van de week; de dagen die tijdens deze 48 maanden aanleiding hebben gegeven tot betaling van een uitkering in toepassing van de wets- of reglementsbeperkingen inzake verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit, worden in aanmerking genomen voor de berekening van deze 624 dagen; ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 mei 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

N. 85 — 1056

4 JUNI 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 143 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari en 10 oktober 1967, het koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978 en de wetten van 24 december 1979 en 22 januari 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, inzonderheid op artikel 143, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 oktober 1967, 6 oktober 1978, 11 december 1979 en 24 december 1980;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzag, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 10 mei 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat in toepassing van voormeld artikel 143 thans slechts een uitsluiting of beperking van het recht voor onbepaalde duur mogelijk is; dat het billijk is om dringend de mogelijkheid te

(1) Zie noot op volgende bladzijde.

de prévoir d'urgence la possibilité d'exclure pour une durée limitée à la première sanction et de prévoir une période d'adaptation de trois mois avant d'exclure;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 143 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, modifié par les arrêtés royaux des 24 octobre 1967, 6 octobre 1978, 11 décembre 1979 et 24 décembre 1980, est temporairement suspendu et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 143. § 1er. Lorsque le chômage d'un travailleur se prolonge ou se renouvelle anormalement, l'inspecteur peut l'exclure du bénéfice des allocations de chômage pour une durée de 52 semaines.

La décision de l'inspecteur est notifiée au travailleur, à l'organisme de paiement, au service subrégional et au service chargé de l'organisation de la formation professionnelle. Elle produit ses effets le premier lundi du quatrième mois qui suit le mois au cours duquel la décision d'exclusion aura été notifiée au travailleur.

§ 2. Lorsque le chômage du travailleur exclu pour une durée de 52 semaines présente toujours à l'issue de cette période les caractéristiques d'un chômage de fréquence ou de durée anormales, l'inspecteur informe simultanément le travailleur, la commission consultative, le service subrégional et le service chargé de l'organisation de la formation professionnelle, de son intention d'exclure, pour une durée indéterminée, le travailleur du bénéfice des allocations de chômage; il transmet à la commission consultative un rapport circonstancié exposant la situation du travailleur compte tenu des critères fixés en exécution du § 6.

La commission consultative donne son avis dans les trois mois qui suivent le jour de la transmission du rapport visé à l'alinéa 1er; si cet avis n'est pas donné dans ce délai, il est considéré comme positif.

Lorsque la commission consultative émet, à l'unanimité des membres présents, un avis négatif, l'exclusion pour une durée indéterminée n'est pas prononcée.

Lorsque l'avis de la commission consultative n'est pas émis à l'unanimité des membres présents, la décision d'exclusion pour une durée indéterminée appartient à l'inspecteur.

La décision de l'inspecteur est notifiée au travailleur, à l'organisme de paiement, au service subrégional et au service chargé de l'organisation de la formation professionnelle. Elle produit ses effets le lundi qui suit le jour de sa notification. Cette notification ne peut intervenir qu'après trois mois, qui suivent le jour de la transmission à la commission consultative du rapport visé à l'alinéa 1er.

§ 3. L'inspecteur ne peut prendre une décision d'exclusion pour une durée indéterminée en application du § 2 que dans les deux ans qui prennent cours le lendemain de la fin de la première exclusion d'une durée de 52 semaines.

(1) Références au Moniteur belge :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944;

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 18 décembre 1951;

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961;

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963;

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967;

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967;

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978;

Loi du 24 décembre 1979, *Moniteur belge* du 28 décembre 1979;

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985;

Arrêté royal du 20 décembre 1963, *Moniteur belge* du 18 janvier 1964;

Arrêté royal du 24 octobre 1967, *Moniteur belge* du 27 octobre 1967;

Arrêté royal du 6 octobre 1978, *Moniteur belge* du 22 décembre 1978;

Arrêté royal du 11 décembre 1979, *Moniteur belge* du 22 décembre 1979;

Arrêté royal du 24 décembre 1980, *Moniteur belge* du 31 décembre 1980.

voorzien om bij een eerste sanctie voor een beperkte duur uit te sluiten en om een aanpassingsperiode van drie maanden te voorzien vooraleer uit te sluiten;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 143 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 oktober 1967, 6 oktober 1978, 11 december 1979 en 24 december 1980, wordt tijdelijk geschorst en vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 143. § 1. Wanneer de werkloosheid van een werknemer op abnormale wijze aanhoudt of terugkeert, kan de inspecteur hem van het genot van werkloosheidsuitkeringen uitsluiten voor een duur van 52 weken.

De beslissing van de inspecteur wordt ter kennis gebracht van de werknemer, van de uitbetalingsinstelling, van de subregionale dienst en van de dienst die belast is met de organisatie van de beroepsopleiding. Ze treedt in werking de eerste maandag van de tweede maand die volgt op de maand gedurende dewelke de beslissing tot uitsluiting ter kennis werd gebracht van de werknemer.

§ 2. Wanneer de werkloosheid van de werknemer die voor een duur van 52 weken is uitgesloten, bij het einde van deze periode nog steeds de kenmerken vertoont van werkloosheid van abnormale duur of herhaling, brengt de inspecteur er gelijktijdig de werknemer, de commissie van advies, de subregionale dienst en de dienst die belast is met de organisatie van de beroepsopleiding, van op de hoogte dat hij da bedoeling heeft om de werknemer voor onbepaalde duur uit te sluiten van het genot van werkloosheidsuitkeringen; hij maakt aan de commissie van advies een omstandig verslag over dat de toestand van de werknemer uiteenzet in acht genomen de criteria vastgesteld in toepassing van § 6.

De commissie van advies geeft haar advies binnen de drie maanden die volgen op de dag waarop het verslag bedoeld in het eerste lid werd overgemaakt; indien dit advies niet binnen deze termijn wordt verleend, wordt het geacht positief te zijn.

Wanneer de commissie van advies met eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden een negatief advies uitbrengt, wordt de uitsluiting voor onbepaalde duur niet uitgesproken.

Wanneer de commissie van advies niet met eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden een advies uitbrengt, beslist de inspecteur over de uitsluiting voor onbepaalde duur.

De beslissing van de inspecteur wordt ter kennis gebracht van de werknemer, van de uitbetalingsinstelling, van de subregionale dienst en van de dienst die belast is met de organisatie van de beroepsopleiding. Ze treedt in werking de maandag die volgt op de dag van de kennisgeving. Deze kennisgeving mag slechts gebeuren na drie maanden die volgen op de dag dat het verslag bedoeld in het eerste lid aan de commissie van advies werd overgemaakt.

§ 3. De inspecteur mag slechts een beslissing van uitsluiting voor onbepaalde duur treffen in toepassing van § 2 in de loop van de twee jaar die een aanvang nemen de dag na het einde van de eerste uitsluiting voor een duur van 52 weken.

(1) Verwijzingen naar het Belgisch Staatsblad :

Besluit van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944;

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951;

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961;

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963;

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967;

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967;

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978;

Wet van 24 december 1979, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 1979;

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985;

Koninklijk besluit van 20 december 1963, *Belgisch Staatsblad* van 18 januari 1964;

Koninklijk besluit van 24 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 27 oktober 1967;

Koninklijk besluit van 6 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 december 1978;

Koninklijk besluit van 11 december 1979, *Belgisch Staatsblad* van 22 december 1979;

Koninklijk besluit van 24 december 1980, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1980.

Lorsque l'inspecteur n'a pas pris de décision d'exclusion pour une durée indéterminée en application du § 2, il ne peut prendre une décision en application du § 1er qu'après deux ans qui prennent cours le lendemain de la fin de la première exclusion d'une durée de 52 semaines.

§ 4. Lorsqu'il est exclu pour une durée indéterminée, le travailleur n'est admis à nouveau au bénéfice des allocations de chômage, que s'il justifie de 300 jours de travail ou de journées assimilées au sens des articles 118, 121, 122 et 125, au cours des dix-huit mois précédant sa demande.

Pour l'application de l'alinéa 1er, il n'est toutefois tenu compte ni des journées de travail ou des journées assimilées antérieures à la notification de la décision de l'inspecteur, ni des journées de chômage, ni des journées qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité en application de la législation relative à l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, sauf si ces dernières sont précédées immédiatement d'une période ininterrompue de 30 journées de travail.

§ 5. Lorsque le chômeur est malade ou en formation professionnelle au moment où la décision de l'inspecteur doit produire ses effets, ces derniers sont suspendus pendant cette période de maladie ou de formation professionnelle. Toutefois, en ce qui concerne la formation professionnelle, cette suspension ne peut excéder une durée de trois mois, sauf accord de l'inspecteur.

§ 6. Les critères d'appréciation du caractère abnormal de la durée ou de la fréquence du chômage sont fixés par le Ministre, après avis du Comité de gestion.».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1985 et cesserá d'être en vigueur le 1er janvier 1988, sauf en ce qui concerne les exclusions déjà notifiées au travailleur.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 juin 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

F. 85 — 1057

4 JUIN 1985. — Arrêté royal modifiant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 27 décembre 1984 modifiant les articles 118, alinéa 3, 121, § 3 et 160, §§ 2, 3, 3bis et 5 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier et 20 octobre 1967, l'arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978 et les lois des 24 décembre 1979 et 22 janvier 1985;

Vu l'arrêté royal du 27 décembre 1984 modifiant les articles 118, alinéa 3, 121, § 3 et 160, §§ 2, 3, 3bis et 5 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage;

(1) Références au *Moniteur belge*:

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944;

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951;

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961;

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963;

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967;

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967;

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978;

Loi du 24 décembre 1979, *Moniteur belge* du 28 décembre 1979;

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985;

Arrêté royal du 27 décembre 1984, *Moniteur belge* du 18 janvier 1985.

Wanneer de inspecteur geen beslissing tot uitsluiting voor onbepaalde duur heeft getroffen in toepassing van § 2, kan hij slechts een beslissing treffen in toepassing van § 1 na twee jaren die een aanvang nemen de dag na het einde van de eerste uitsluiting voor een duur van 52 weken.

§ 4. Wanneer hij voor onbepaalde duur is uitgesloten, is de werkneemster slechts opnieuw op werkloosheidssuitkeringen gerechtigd, indien hij in de loop van de achttien maanden voor zijn aanvraag ten minste 300 arbeidsdagen of gelijkgestelde dagen in aanmerking kan doen nemen in de zin van de artikelen 118, 121, 122 en 125.

Voor de toepassing van het eerste lid, wordt er nochtans geen rekening gehouden met de arbeidsdagen of gelijkgestelde dagen die aan de kennisgeving van de beslissing van de inspecteur voorafgaan, noch niet de werkloosheidsslagen, noch met de dagen waarvoor een uitkering werd verleend in toepassing van de wetgeving inzake verplicht ziekte- en invaliditeitsverzekering, behalve wanneer deze laatste onmiddellijk worden voorafgegaan door een ononderbroken periode van 30 arbeidsdagen.

§ 5. Wanneer de werkloze ziek is of een beroepsopleiding volgt op het ogenblik dat de beslissing van de inspecteur in werking treedt, wordt de inwerkingtreding geschorst voor de duur van de ziekte of van de beroepsopleiding. Wat de beroepsopleiding betreft, mag deze schorsing echter een duur van drie maanden niet overtreffen, behalve indien de inspecteur akkoord is.

§ 6. De criteria volgens welke geoordeeld moet worden of de duur of de herhaling van de werkloosheid abnormaal is worden vastgesteld door de Minister, na advies van het beheerscomité.».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1985 en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 1988, behalve wat betreft de uitsluitingen die reeds werden ter kennis gebracht van de werkneemster.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 juni 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

N. 85 — 1057

4 JUNI 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 27 december 1984 tot wijziging van de artikelen 118, derde lid, 121, § 3 en 160, §§ 2, 3, 3bis en 5 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 24 april 1963, 11 januari en 10 oktober 1967, het koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978 en de wetten van 24 december 1979 en 22 januari 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 december 1984 tot wijziging van de artikelen 118, derde lid, 121, § 3 en 160, §§ 2, 3, 3bis en 5 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*:

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944;

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951;

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961;

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963;

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967;

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967;

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978;

Wet van 24 december 1979, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 1979;

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985;

Koninklijk besluit van 27 december 1984, *Belgisch Staatsblad* van 18 januari 1985.